

## **La Flandre que nous voulons**

Un discours alternatif de la Flandre : L'impasse politique située dans un cadre plus large.

Nous, le groupe « Vooruit », sommes des intellectuels progressistes qui veulent sortir de l'actuelle impasse politique en situant le débat communautaire dans un cadre plus large. Nous réagissons au groupe 'Gravensteen', également progressiste, qui a rejoint le discours nationaliste. Nous ne partons pas du principe de l'« eigen volk », mais nous aspirons à une solidarité aussi large que possible. Nous constatons que le débat sur la régionalisation en Belgique ne se distingue pas trop de ce qui se passe ailleurs dans le monde et qu'il est incontestablement lié à la mondialisation. C'est pourquoi la pensée fractionnelle, en termes de fronts et de camps, doit être rejetée. Pour bien comprendre les enjeux du débat nous devons observer ce qui sous-tend les changements économiques, culturels et sociaux en Belgique et ailleurs.

La courtoisie linguistique reste pour nous une valeur fondamentale et c'est bien pourquoi il est nécessaire de faire plus d'efforts pour le bi- et le plurilinguisme. Nous condamnons l'arrogance des Francophones autant que celle des Flamands. Nous nous opposons aux mesures qui subordonnent les droits politiques et sociaux à des exigences linguistiques. Les hommes et les femmes politiques, ainsi que les médias, des deux côtés de la frontière linguistique, ont une grande responsabilité pour éviter la diabolisation réciproque et l'aggravation de contradictions qui n'apparaissent guère dans la vie quotidienne.

Voilà pourquoi nous regrettons les disputes communautaires actuelles. Nos élites politiques et malheureusement aussi des universitaires progressistes des deux côtés de la frontière linguistique sont prisonniers d'un cadre mental sans issue. Les problèmes du 21ème siècle ne peuvent être pensés à partir de territoires unilingues. Après 30 ans d'austérité et de néolibéralisme, nous avons plus que jamais besoin d'une solidarité humaine qui dépasse nos villes et nos régions ainsi que notre pays et notre continent. Cette solidarité requiert un débat et des échanges démocratiques. En distinguant les gens selon leurs Etats nationaux, les relations de pouvoir sont ignorées et les discussions importantes sont abandonnées au niveau de la diplomatie inter-étatique. Or, un approfondissement de la démocratie aux niveaux européen et mondial est plus que jamais nécessaire. Aussi, nos identités doivent être repensées dans ce cadre européen et mondial aussi bien que dans le contexte local, régional et national. Ce n'est que de cette manière que nous pourrions créer une forte solidarité interculturelle. Cela exige également de la flexibilité en matière linguistique. La construction actuelle de l'identité flamande est nuisible à l'image internationale de notre région. Elle semble surtout orientée à camoufler les relations de pouvoir et les différences sociales au profit des des élites.

Il est évident que les grands problèmes d'aujourd'hui, tels que le changement climatique, les migrations, la crise financière et la pénurie alimentaire dépassent de loin la souveraineté des Etats nationaux. C'est pourquoi nous devons nous demander avec qui et dans quelle mesure nous voulons et pouvons construire une communauté d'intérêts et avec qui et dans quelle mesure nous pouvons et voulons être solidaires. Cette discussion va bien au-delà d'un débat sur les règles constitutionnelles ou sur les majorités et les minorités culturelles. Avec qui voulons nous lutter pour un monde meilleur? Si nous plaçons aujourd'hui pour le maintien d'un Etat belge comme niveau de régulation et pour une stratégie à échelles multiples, cela n'a rien à voir avec une nostalgie nationaliste. Force est de constater qu'il n'existe aujourd'hui aucun autre niveau de solidarité équivalent. Il existe des mécanismes structurels de solidarité entre les régions de l'Union européenne, mais les compétences sociales y sont très limitées. De plus en plus, les droits sociaux y sont subordonnés aux « libertés

fondamentales » du marché. Et tandis que la Flandre exige davantage de compétences, chaque jour, et sans aucun débat démocratique, des compétences sont transférées à une Union européenne qui ne favorise que les libéralisations et la concurrence. Dans une Flandre autonome, la directive sur les services (« Bolkestein ») aurait été acceptée sans murmure ni modification. Il règne en Flandre un silence assourdissant sur le modèle social flamand préconisé. On réagit à peine aux appels permanents de la droite pour une baisse des impôts sur les sociétés, pour la concurrence fiscale, pour la suppression de l'index ou pour la limitation des allocations de chômage dans le temps. Quel progrès social apporterait une Flandre autonome?

Bref, nous ne sommes pas du tout convaincus que des compétences flamandes homogènes apportent une vie meilleure aux « gens ». Dans les domaines où le gouvernement flamand est déjà souverain, la politique n'est certainement pas plus sociale. Pour ne donner que deux exemples : la contribution forfaitaire pour l'assurance des soins aux personnes âgées (« zorgverzekering ») ne tient pas compte des différences de revenus. En matière de logement social, la politique flamande est aussi pingre que le niveau national. Nulle part on ne décèle des accents sociaux plus favorables. Au contraire, les politiques sociales et du marché du travail visent une stratégie de compétitivité économique régionale. « Les gens » deviennent ainsi un instrument dans la lutte concurrentielle contre « les gens » de l'autre région.

Nous ne sommes pas aveugles aux déficiences de la démocratie belge. Pas mal de choses peuvent être améliorées, surtout à la lumière de l'influence grandissante de l'Europe et de la mondialisation. Les progressistes flamands qui croient dur comme fer à la supériorité de l'espace démocratique flamand n'ont toujours pas démontré comment celui-ci elle doit être organisé. Que fera-t-on pour les « damnés de la terre » conduits à la grève de la faim pour faire valoir leurs droits humains ?

Aujourd'hui, la solidarité et la démocratie ne peuvent plus être basées exclusivement sur le territoire et sur la langue. Voici des décennies que Bruxelles est prise en otage par une logique qui n'est plus de notre temps. Il va de soi que Bruxelles, dans le cadre de la Belgique, est une ville bilingue et qu'elle doit le rester. Mais des gens des quatre coins du monde, riches et pauvres, y co-habitent. Ils vivent ensemble et partagent un même espace. Ils ne partagent pourtant pas la même culture. Pour construire une communauté d'intérêt politique et une solidarité régionale, ils n'ont aucun intérêt à parler des problèmes de frontières, d'homogénéité linguistique ou de majorité. Bruxelles consiste en des minorités qui doivent développer ensemble une vision interculturelle. Dans d'autres villes également, une telle solidarité interculturelle doit être à l'ordre du jour.

Certains Flamands prétendent ne pas exiger du territoire, mais ils veulent néanmoins la transposition des frontières linguistiques en frontières de solidarité. Ils disent ne pas demander de l'argent, mais ils veulent tout de même punir fiscalement les régions moins performantes. Ils n'exigent, disent-ils, pas de pouvoir mais ils demandent néanmoins une application stricte de la règle majoritaire. En fin de compte, ils rêvent d'une version dix-neuvième siècle de l'Etat-Nation à l'échelle flamande. Nous y opposons un ordre du jour solidaire, partant des besoins des citoyens. Nous craignons que les partis politiques, les élites et les médias restent enfermés dans leurs cadres de pensée dépassés. C'est pourquoi ils ne peuvent résoudre la crise institutionnelle. Nous appelons les gens de terrain, l'associatif, les syndicats et les mouvements sociaux de la Flandre et de la Belgique entière à construire ce nouvel ordre du jour qui émane des besoins sociaux, économiques, culturels et politiques de la population. Il faut y mettre des accents sociaux et donner un nouveau contenu à la solidarité. Nous voulons un nouveau contrat social pour la Flandre, la Belgique, l'Europe et le monde. C'est seulement sur cette base que des relations politiques démocratiques pour le 21ème siècle peuvent être

développées. Cela signifie que les règles institutionnelles et l'espace politique doivent être repensés. Ce ne serait pas si mal si pour une fois, on écoute les voix dissidentes, hors de la prétendue homogénéité des fronts flamands et francophones.

Stijn Oosterlynck (KUL), Pascal Debruyne (UGent), Karim Zahidi (UA/UGent), Eric Corijn (VUB), Francine Mestrum (ULB), Rik Pinxten (UGent), Monika Triest (schrijfster), Eric Goeman (woordvoerder Attac Vlaanderen, voorzitter Democratie 2000), Ronald Commers (UGent), Peter Reynaert (UA), Sami Zemni (UGent), Chris Kesteloot (KUL), Piet Saey (UGent), Stefan De Corte (VUB), Jan Teurlings (Universiteit van Amsterdam), Erik Swyngedouw (University of Manchester), Maarten Loopmans (Erasmus Hogeschool Brussel), Jan Dumolyn (UGent), Pascal De Decker (Hogeschool Gent/St. Lucas), Herman De Ley (UGent), Bambi Ceuppens (KMMA), Dominique Willaert (Victoria Deluxe), Leen Van der Vorst (Victoria Deluxe), Aleidis Devillé (KUL), Mohamed Elomari (Divers en Actief), Dirk Jacobs (ULB), Fernand Tanghe (UA)